



1^{er} trimestre 2014 : la reprise se fait toujours attendre

L'embellie de l'emploi observée en fin d'année dernière et due à l'intérim ne se prolonge pas en ce début d'année. La situation s'inverse même puisque l'intérim repart à la baisse, avec une diminution plus forte que celle observée au niveau national. En conséquence l'emploi salarié diminue, principalement dans l'industrie et la construction. En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi, qui avait connu une stabilité en fin d'année 2013, augmente de façon plus importante qu'en France métropolitaine. Le taux de chômage progresse de 0,1 point et se situe à 8,6 % de la population active. Les autres indicateurs conjoncturels ne montrent pas non plus de signes d'amélioration en Bretagne. Le secteur de la construction est toujours morose et les défaillances d'entreprises sont en augmentation. Seul indicateur favorable, les créations d'entreprises qui sont en hausse, notamment la création hors auto-entrepreneurs qui est plus souvent génératrice d'emploi.

Marie-Paule Le Bris, Valérie Molina (Insee)

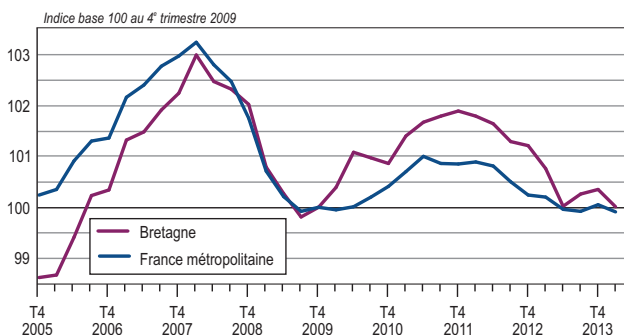
Rédaction achevée le 07 juillet 2014

Nouvelle chute de l'emploi

Au 1^{er} trimestre 2014, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands non agricoles diminue dans la région après deux trimestres d'accalmie (*figure 1*). 2 400 emplois sont détruits ce trimestre, soit l'équivalent des emplois retrouvés à partir de l'été 2013. Avec une baisse de 0,3 % sur le trimestre, l'emploi fléchit plus qu'en France métropolitaine (-0,2 %).

L'industrie recule de 0,5 % et détruit 850 emplois (*figure 2*). Ces pertes d'emploi sont concentrées dans la fabrication de matériels de transport et la fabrication d'autres produits industriels. Le premier secteur se réduit de 2,3 % sur le trimestre et détruit 260 emplois et le second baisse de 1,3 % et perd près de 800 emplois. Dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et fabrication de machines, l'emploi se maintient. Le secteur de l'industrie agroalimentaire croît de 0,2 % et crée 160 emplois directs. Il baisse en revanche de 0,5 % (-350 emplois) si l'on prend en compte le moindre recours au travail intérimaire.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

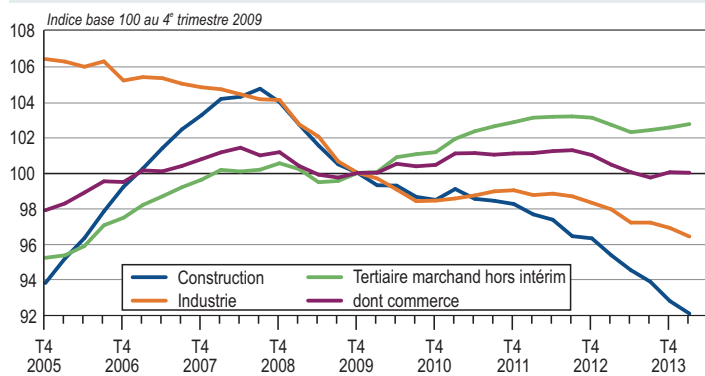


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles

Source : Insee, estimations d'emploi

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



La construction perd encore un peu plus de terrain. Le secteur est en baisse de 0,8 % et se réduit de 500 emplois supplémentaires, situation encore aggravée par la baisse de l'emploi intérimaire. Avec ce moindre recours à l'intérim, le secteur baisse de 1,4 % sur le trimestre et détruit 1 200 emplois.

L'emploi dans le commerce se maintient.

Dans les services marchands hors intérim, la progression de l'emploi est un peu plus dynamique qu'au trimestre précédent. Le secteur augmente de 0,3 % et crée 800 emplois, sous l'impulsion du secteur des services aux entreprises. Ce dernier crée un peu plus d'un millier d'emplois (+ 1,4 %). L'emploi baisse dans le secteur de l'hébergement et restauration et dans celui de l'information et communication et se maintient ailleurs.

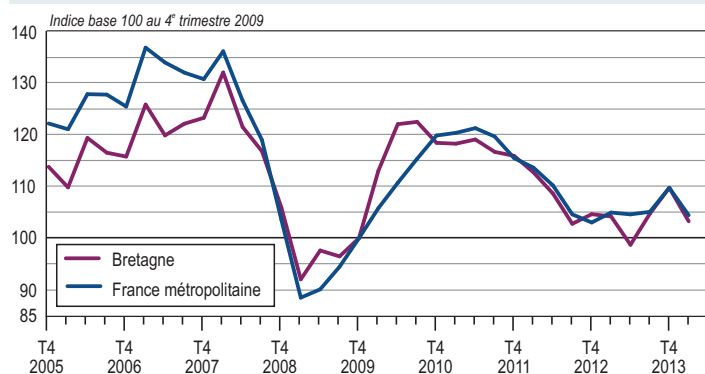
Après le rebond enregistré à partir de l'été 2013, l'emploi intérimaire rechute ce trimestre (figure 3). Il recule de 5,9 % et se réduit de 1 800 emplois, ce qui représente les trois quarts des destructions d'emplois salariés. En France métropolitaine, l'intérim baisse aussi mais de manière un peu moins marquée (- 4,8 %).

Les Côtes-d'Armor enregistrent la plus forte baisse d'emploi (- 0,6 % et près de 700 emplois perdus). L'emploi baisse de 0,4 % dans le Morbihan et de 0,3 % dans le Finistère et l'Ille-et-Vilaine.

L'industrie perd encore des emplois dans les Côtes-d'Armor et en Ille-et-Vilaine (respectivement - 2,9 % et - 0,5 %). L'emploi industriel progresse très légèrement dans le Finistère et un peu plus dans le Morbihan qui recrée ainsi les emplois perdus au trimestre précédent.

La construction continue de détruire des emplois dans tous les départements.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles

Source : Insee, estimations d'emploi

L'emploi dans le commerce s'accroît de 0,7 % dans les Côtes-d'Armor, se maintient en Ille-et-Vilaine et baisse ailleurs.

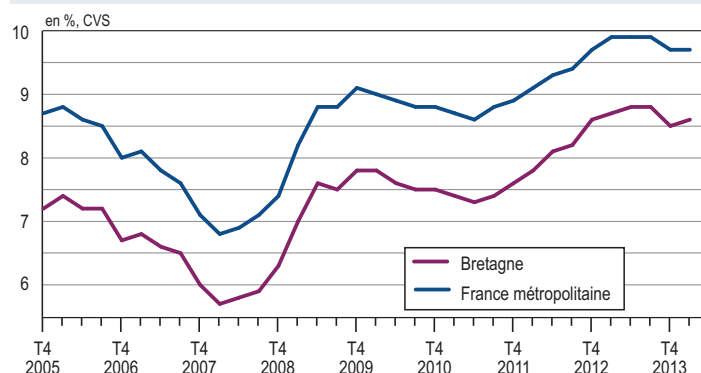
Dans les services marchands hors intérim, la tendance observée au trimestre précédent se confirme presque partout. L'emploi y progresse dans les Côtes-d'Armor (+ 1,9 %) et l'Ille-et-Vilaine (+ 0,3 %) et se replie de manière plus marquée dans le Morbihan (- 0,9 %). Il progresse très légèrement dans le Finistère (+ 0,2 %).

L'emploi intérimaire se stabilise dans le Morbihan. Ailleurs l'emploi intérimaire décroche ; il décline de 11,8 % dans les Côtes-d'Armor, de 6,3 % en Ille-et-Vilaine et de 5,7 % dans le Finistère.

Légère hausse du taux de chômage régional

Au 1^{er} trimestre 2014, le taux de chômage s'établit à 8,6 % de la population active en Bretagne et 9,7 % en France métropolitaine (figure 4). Malgré la légère augmentation de 0,1 point, la Bretagne reste parmi les régions ayant le plus faible taux de chômage avec l'Île-de-France et les régions Pays de la Loire, Rhône-Alpes et Auvergne. Au niveau départemental, seules les Côtes-d'Armor accusent une hausse du taux de chômage (+ 0,1 point). Le taux de chômage reste stable ce trimestre dans les autres départements bretons. Le Morbihan reste celui le plus touché avec un taux de 9,1 % et l'Ille-et-Vilaine le plus épargné avec un taux de 7,9 %. Dans les Côtes-d'Armor et le Finistère le taux s'établit à 8,8 %.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Nouvelle augmentation du nombre de demandeurs d'emploi

Après un 4^e trimestre 2013 stable, le nombre de demandeurs d'emploi augmente à nouveau au 1^{er} trimestre 2014 et se situe à 232 760, fin mars dans les catégories A, B et C. L'évolution trimestrielle est de + 1,6 %, plus importante qu'au niveau national (+ 0,9 %).

Sur un an, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi en catégories A, B et C progresse de 4,8 % en Bretagne et de 4,5 % en France métropolitaine.

Le chômage de longue durée continue toujours de croître plus fortement puisque le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an progresse de 2,4 % ce trimestre et de 11,4 % sur un an.

Comme les trimestres précédents et grâce aux contrats d'avenir, les jeunes sont moins impactés. En effet, leur nombre augmente légèrement, de 0,5 % sur un trimestre, et il diminue de 0,9 % en un an. Le nombre de demandeurs de 50 ans ou plus progresse, pour sa part, de 2,8 % sur un trimestre et de 10,9 % sur un an.

Le secteur de la construction toujours en difficulté

Le secteur de la construction est toujours morose ce trimestre. Seules les mises en chantier de locaux sont en augmentation.

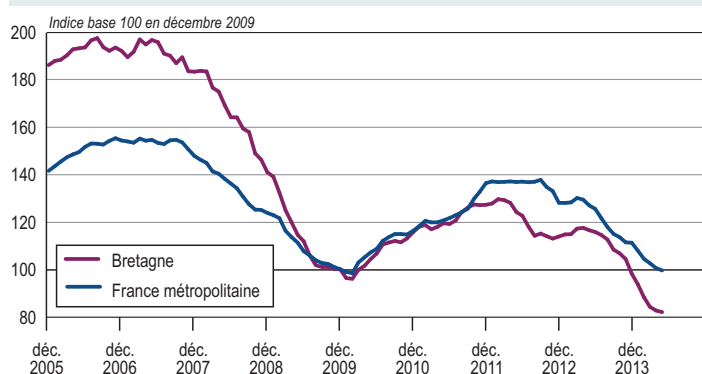
Pour les logements, les autorisations de construire ont continué de chuter au 1^{er} trimestre 2014 (figure 5). En glissement annuel, l'évolution sur un trimestre est de -14,3 %, plus marquée qu'au niveau national (-7,8 %). Sur un an, le recul est de 28,2 % en Bretagne et de 21,2 % en France métropolitaine.

Les mises en chantier de logements accusent également une baisse en glissement annuel au 4^e trimestre 2013 de 3,2 % en Bretagne et de 2,7 % au niveau national. Sur un an, l'évolution est de -3,4 % en Bretagne et de -4,6 % en France métropolitaine (figure 6).

Concernant les locaux, les autorisations sont en baisse de 2,1 % sur un trimestre (France : -1,3 %) et de 5,1 % sur un an (France : -5,4 %).

Seul indicateur orienté à la hausse ce trimestre : le nombre de locaux commencés, en augmentation de 7 % sur un trimestre (France : +0,5 %) et de 14,5 % sur un an (France : +4,2 %).

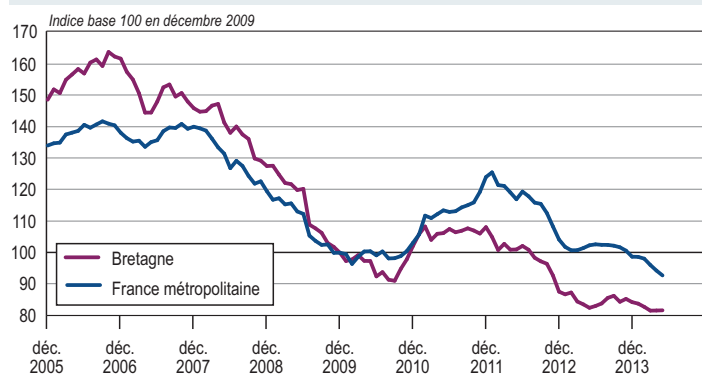
5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Rappel : suite à un phénomène de rattrapage statistique de l'instruction des permis de construire par les services de l'État, concentré dans un nombre réduit de régions, le profil du glissement du cumul annuel peut être légèrement biaisé pour la France métropolitaine.

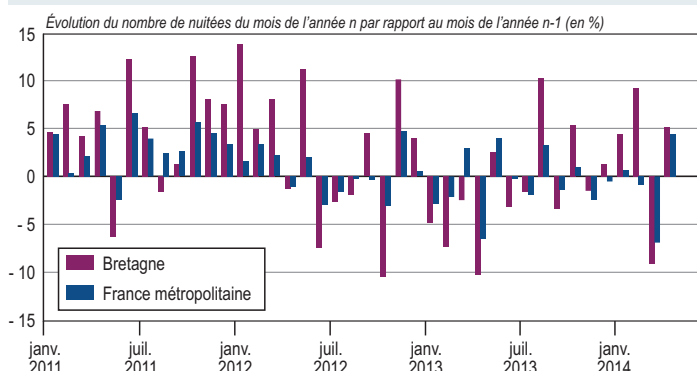
Fréquentation hôtelière stable

Au 1^{er} trimestre 2014, les hôtels bretons ont enregistré 1 123 900 nuitées, autant qu'au 1^{er} trimestre 2013. En France métropolitaine, le nombre de nuitées est en repli de 2,9 % (figure 7).

Cette stabilité masque des disparités puisque les mois janvier et février ont connu une hausse de la fréquentation (respectivement de 4,4 % et 9,3 %) alors que celle de mars a été moindre que celle de l'année dernière (-9,3 %).

La clientèle étrangère a continué à être présente avec un nombre de nuitées en augmentation de 3 % sur un an. La clientèle française, qui représente 93 % de la clientèle du premier trimestre, a, pour sa part, été très légèrement en recul avec -0,2 %.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



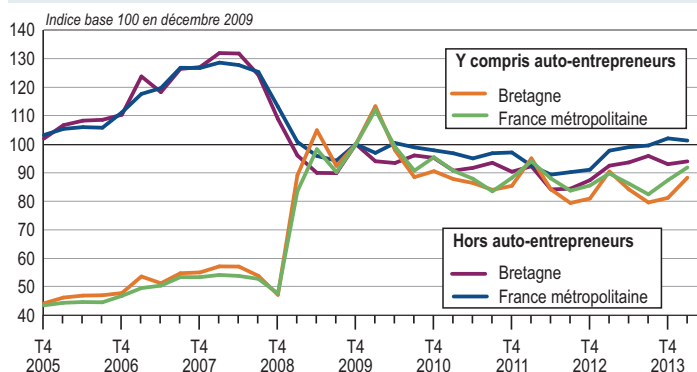
Note : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réétalonnées.

Source : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux

Forte progression de la création d'entreprises

Au 1^{er} trimestre 2014, 4 993 entreprises ont été créées en Bretagne (figure 8). Sur un trimestre, le nombre de créations est en hausse de 8,7 % et de 5,1 % au niveau national. Ce 2^e trimestre de hausse ne compense toutefois pas les baisses précédentes puisque sur un an les créations d'entreprises sont en recul en Bretagne de 2,4 % alors que leur nombre augmente de 2,4 % en France métropolitaine.

8 Création d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

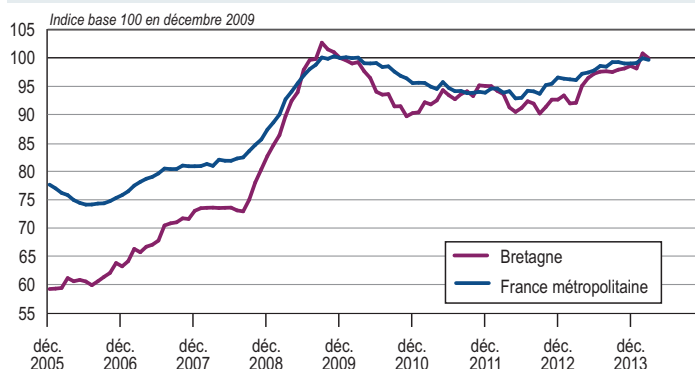
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Après un repli au 4^e trimestre 2013, la création d'entreprises hors auto-entrepreneurs repart à nouveau avec 2 300 entreprises créées et une augmentation de 1,1 %. Dans le même temps, en France métropolitaine, elle diminue de 0,8 %. Sur un an, le niveau de la création progresse en Bretagne de 1,6 % et de 3,6 % au niveau national.

Le nombre de défaillances d'entreprises augmente en Bretagne de 1,4 % en glissement annuel sur un trimestre et de 0,6 % en France métropolitaine (figure 9). Sur un an, la hausse des défaillances est toujours plus importante en Bretagne qu'au niveau national (respectivement + 8,6 % et + 3,7 %).

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 juin 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France

Contexte national : la croissance revient mais ne décolle pas

Au premier trimestre 2014, l'activité stagne. La croissance reviendrait en France au deuxième trimestre (+ 0,3 %). Au second semestre, la croissance ne décollerait pas : elle resterait moyenne (+ 0,3 % par trimestre). Au total, le PIB progresserait de 0,7 % en 2014, après + 0,4 % en 2012 et 2013. Des facteurs persistants continuent de limiter l'ampleur de la reprise. Le pouvoir d'achat des ménages s'améliore certes, mais trop modestement pour conduire à une franche accélération de la consommation (+ 0,3 % en 2014) et à une reprise de l'investissement en logements neufs. Confrontées à une demande qui ne décolle pas, et avec un taux de marge qui se redresse mais reste bas, les entreprises ne sont pas enclines à investir. Enfin, les exportations françaises ne profiteraient pas pleinement de l'accélération attendue du commerce mondial, pénalisées notamment par l'appréciation de l'euro.

L'emploi total progresserait au premier semestre 2014 (+ 22 000 postes) comme au second semestre (+ 38 000) du fait des emplois aidés. Le taux de chômage augmenterait légèrement d'ici fin 2014 (10,2 %).

Contexte international : les économies avancées ralentissent ponctuellement

Les économies avancées ralentissent au premier trimestre 2014, principalement du fait de la contraction de l'économie américaine. Dans la zone euro, l'activité accélère en Allemagne et en Espagne mais cale en France et en Italie.

Les économies émergentes traversent toujours une zone de turbulences : les attaques monétaires ont cessé mais les resserrements monétaires passés continueraient de peser sur l'activité. Leurs importations ne progresseraient que modérément d'ici la fin de l'année.

À l'inverse, les économies avancées retrouveraient de l'élan d'ici fin 2014. Aux États-Unis, l'activité rebondirait fortement. Au Royaume-Uni, la demande intérieure progresserait vigoureusement malgré un marché immobilier qui s'assagissait au second semestre. La zone euro, et notamment l'Espagne, retrouverait du tonus (+ 0,3 % par trimestre), grâce à une moindre consolidation budgétaire, un redressement de l'investissement et une baisse de l'épargne de précaution des ménages. En revanche, la construction continuerait de peser négativement dans la zone, excepté en Allemagne.

Insee Bretagne

36, place du Colombier
CS 94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :

Michel Guillemet

Rédacteur en chef :

Jean-Marc Lardoux

Maquettiste :

Jean-Paul Mer

ISSN 2416-9110

© Insee 2014

Pour en savoir plus

- La reprise modérée se poursuit / IFO ; Insee ; ISTAT. - Dans : *Euro-zone economic outlook* (2014, juil.). - 2 p.
- Le PIB en Bretagne depuis 1990 : une croissance plus forte qu'en moyenne nationale jusqu'en 2006, mais généralement plus faible ensuite / Michel Rouxel ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant Analyse* ; n° 66 (2014, juin). - 4 p.
- La conjoncture en Bretagne : Enquête mensuelle - mai 2014 / Banque de France. - (2014, juin). - 7 p.
- Note de conjoncture - juin 2014 : La croissance revient mais ne décolle pas / Insee. - (2014, juin). - 139 p.

